

NOTE DE LECTURE

André Cortade, *Histoire désordonnée du MIL*, éd. L'échappée, mars 2005, 122 p.

« La seule forme d'action possible est la violence révolutionnaire s'exprimant à travers l'action et la parole »

extrait des *Conclusions définitives du congrès d'auto-dissolution du MIL*, août 1973

LES MANUELS d'histoire préfèrent généralement réduire la lutte armée à sa version léniniste ou avant-gardiste en n'en retenant que la RAF allemande, les Brigades Rouges italiennes ou Action Directe française —sans compter les nationalistes ETA et IRA basque et irlandaise.

Ce lieu commun construit par les charognards professionnels de la domination (universitaires, journalistes, historiens de service) et qui confond lutte en armes et lutte armée, lutte armée et léninisme, est aussi partagé par nombre de militants. Ces organisations qui ont fait de la lutte armée leur idéologie présentent en effet l'avantage pour l'Etat de pouvoir profiter d'une opposition à son image en même temps qu'un repoussoir spectaculaire qui crée deux entités entre lesquelles il faudrait choisir. Et pour les militants, elle permet facilement de repousser l'horrible tentation d'avoir à armer son cœur et son bras à un moment et dans un contexte qui lui sembleront adéquats, *mais* avant les calendes grecques.

S'attacher à ces seules organisations permet ainsi à certains d'entre eux de liquider une tempête sociale du passé qui a porté *une possibilité inachevée mais toujours féconde*, utilisant la nécessaire solidarité d'urgence avec des emprisonnés pour justifier leur propre retraite démocratique. Mythifier ces symboles permet en revanche à d'autres de rendre cette révolte plus incompréhensible et plus inaccessible encore. Enfin, broder autour de quelques caricatures permet aux derniers —les plus nombreux— de refuser de faire de toute agitation armée une expérience qui peut encore nous parler *au présent*, en prétextant la faillite de ces quelques groupes-là.

Pourtant, la lutte armée n'est pas réductible à ces formes particulières faites de hiérarchies et de séparation, de militarisme et de spécialisation, d'organisation permanente et de conquête du pouvoir. Pour garder le contexte des années 70 européennes, on peut notamment citer la *Angry Brigade* en Angleterre, *Azione Rivoluzionaria* en Italie (parmi les milliers de groupes qui ont existé là à cette époque), ou le MIL en Espagne.

Nous évoquerons ce mouvement en suivant le livre de Cortade, limités par le fait de ne disposer de quasi aucune autre source en langue française à laquelle le confronter ou d'archives des débats de l'époque. De plus, ce livre ne contient pas tous les textes du MIL mais seulement des extraits choisis. Nous ne nous arrêterons pas non plus sur l'exécution de Puig Antich et la question de la répression (qui constituent la dernière grosse partie du livre) qui ont tant fait gloser, pour tenter plutôt de poser la continuité et les apports du MIL à travers la multiplication des groupes autonomes en France et en Espagne.

Trois équipes pour un combat

POUR COMPRENDRE la brève histoire (1971-73) du MIL, il faut remonter à son contexte : un franquisme bien installé depuis son écrasement de la révolution de 1936 et qui doit à la fois libéraliser son économie et freiner les spéculations qui se multiplient à propos de la succession de Franco, le renouveau

d'un affrontement de classe ouvert inauguré par les grèves sauvages des mineurs des Asturies en avril 1962 et qui s'amplifiera au début des années 70, une lutte armée anarchiste encore liée à la CNT (malgré la distance toujours plus infâme qu'elle prend contre ces « insubordonnés ») qui prend fin avec la mort de José Luiz Faceiras en août 1957, de Francisco Sabaté en janvier 1960 puis de Ramón Vila Capdevila en août 1963 pour ne citer que quelques figures (1).

La création de groupes autonomes de combat (GAC) coordonnés au sein d'un Mouvement ibérique de libération (MIL) date de la fin 1971, tandis que la signature « 1000 » était apparue pour la première et unique fois en mars de cette année-là sur une brochure intitulée *Boycott des élections syndicales*.

C'est qu'avant d'entreprendre ensemble pendant un an et demi des expropriations de banques alimentant les caisses de grève, la traduction et la diffusion de livres et brochures ou l'expropriation et socialisation de documents administratifs, les individus du MIL ont chacun leur propre parcours et ne se rencontrent qu'en février 1970, suite à la publication du texte *Le mouvement ouvrier à Barcelone*. C'est cette brochure qui permettra à ses auteurs, l'Equipe théorique (ET), de rencontrer ceux qui formeront l'Equipe ouvrière (EO) et ce sera aussi le premier texte édité à Toulouse par l'Equipe extérieure (EE). Précisons d'emblée que si nous conserverons ici ces signes barbares (ET, EO, EE) bien qu'ils soient très formels —puisque un individu pouvait faire partie des trois équipes à la fois et qu'elles n'avaient pas vocation à se spécialiser (à part l'EE, basée en France autour des activités logistiques)—, c'est surtout parce qu'ils sont employés tels quels par les futurs membres du MIL (2), et donc repris ainsi par l'auteur du livre, André Cortade, qui n'est autre que « *la signature collective de plusieurs libertaires intimement liés à l'aventure du MIL* ».

Des commissions ouvrières au conseilisme

CES TROIS GROUPES qui fonderont le MIL ont chacun une histoire, faite de rupture avec le marxisme orthodoxe pour les uns, avec l'anarchisme non moins sclérosé pour les autres.

Certains membres de l'Equipe théorique avaient la possibilité de voyager hors de la nuit espagnole, et donc à la fois accès aux textes de la mouvance trotskyste, conseiliste, situationniste ou ultra-gauche qui circulaient dans le reste de l'Europe, et la possibilité de faire des rencontres : Krivine en 1967, Vaneigem en mars 1968, Gilles Dauvé de la Vieille Taupe en août 1969, *Lotta continua* en avril 1970. Mais au-delà de la confrontation avec les théories ou mouvements peu connus en Espagne, les membres de l'ET vont parcourir un chemin théorico-pratique à l'intérieur du mouvement ouvrier catalan, des expériences d'autonomie dans la lutte de classe comme des débats qui s'y dérouleront.

Suite à la grève des Asturies en 1962, se constituent les commissions ouvrières, des organes ouvriers de base qui ne sont ni un syndicat ni un parti. Puis, en novembre 1964, 300 ouvriers de 59 entreprises créent la Commission ouvrière centrale de Barcelone. Contrôlée par le parti communiste catalan (PSUC) à partir de 1966, cette expérience amène aussi son opposition de gauche à tenter d'y faire son bout de chemin. Parmi ces nombreux groupes, l'ET sera proche du groupe *Acción comunista* à partir de 1968, où elle rencontre ceux qui devaient plus tard former l'Equipe extérieure (en juillet lors d'une assemblée générale d'AC à Barcelone). Les commissions ouvrières de Barcelone éclatent en trois tendances en mars 1969, l'une rattachée au PC, l'autre au FLP (Front de libération populaire, un des successeurs du POUM) et une troisième, indépendante. L'ET rompt avec *Acción comunista* en décembre 1969, tout en se rapprochant de cette dernière tendance

indépendante issue des commissions ouvrières et qui édite *Nuestra Clase*. C'est donc en février 1970 que sort la grosse brochure *Le mouvement ouvrier à Barcelone*, qui fera l'objet d'un retraitage un mois plus tard par l'Equipe extérieure, avant que d'étroits contacts ne se nouent lors d'une plus longue rencontre à Toulouse en août. Et c'est suite aux discussions qui naîtront autour d'elle que se constitue l'Equipe ouvrière. Cette brochure anonyme, bien que sur des positions encore syndicalistes, a en effet alors le mérite de critiquer tous les avant-gardismes : « *Comment affronter radicalement l'actuel marasme groupusculaire qui règne à Barcelone et son corollaire, la décomposition au sein du mouvement ouvrier à partir des groupuscules ? Le dénominateur commun des auteurs du présent texte est précisément ceci : la négation du groupe tant au niveau idéologique que pratique, tant dans l'action propre qu'au niveau de la lutte des masses* » (préface à la brochure). Quelques années après, dans un autre texte, le MIL analysera ainsi ce moment : « *D'importantes fractions du mouvement ouvrier, dans leur lutte quotidienne contre le capitalisme, ont été amenées à rompre avec des organisations qui se révélaient chaque jour davantage comme un frein. La rupture avec le réformisme du PC et avec les commissions ouvrières qu'il contrôlait n'a été que le premier pas vers l'Organisation de Classe. Immédiatement après, le prolétariat a dû faire face avec la même rigueur aux tentatives qui visaient à implanter de nouveaux dirigismes au sein du mouvement ouvrier antiréformiste et que menait tout un essaim de groupuscules et de soi-disant avant-gardes* » (1937/1973 *guerre des classes*, janvier 1973).

Voilà donc réunis les trois groupes de personnes qui fonderont deux ans plus tard le MIL, suite à une rencontre sur des bases qui ne varieront pas sur ce point : le refus de la création d'un groupe avec tout ce que cela comporte (concurrence permanente avec les autres chapelles, sigle défendu comme identité, séparation théorie/pratique, volonté d'élargir son organisation), groupe non pas vu comme une association d'individus mais entité qui les dépasse tous avec sa propre logique, ce qui sera à nouveau posé sous forme d'auto-critique comme une des raisons de l'auto-dissolution des groupes coordonnés au sein du MIL en 1973.

En août 1970, paraît un *Dictionnaire du mouvement ouvrier*, rédigé par l'Equipe ouvrière, amendé par l'Equipe théorique et publié par l'Equipe extérieure, puis, en octobre, *La révolution jusqu'au bout*, un manifeste antiléniniste écrit par l'ET. En décembre éclate une grève dure qui va mobiliser toutes les énergies de l'EO et de l'ET et leur permettre de se confronter sur une autre pratique que les nécessaires éclaircissements théoriques sur la lutte de classe en cours. Cette grève à l'usine Harry-Walker de Barcelone (filiale de Solex), qui va durer 62 jours avec occupation des locaux, est l'une des premières en Espagne à se doter d'un comité unitaire issu de l'assemblée générale et organisé en dehors des syndicats et des groupuscules. Bien que défaite en février 1971 (avec notamment 33 licenciés), elle portait en elle ce que l'ET et l'EO ont pu voir comme les prémices d'un conseil ouvrier. Pendant le mouvement, l'ET rédige un texte interne intitulé *Que vendons-nous ? Rien ! Que voulons-nous ? Tout !* dans lequel elle précise ces orientations : « *Nous considérons comme aliénée toute forme d'activité séparée : la pensée, la culture, l'art, la politique, la vie quotidienne interprétée comme « vie privée », séparée de la vie publique, la valeur d'échange, le spectacle de la marchandise, etc. Nous considérons que l'unique projet révolutionnaire est la volonté de détruire à la racine toute forme d'aliénation...* », « *pour que le projet révolutionnaire ne soit pas dévié ni récupéré par le vieux monde de la marchandise, de la valeur d'échange, de l'aliénation, etc., il doit adapter ses moyens au but qu'il se*

propose, non que la fin justifie les moyens, mais parce que la fin jute, dans la pratique, les moyens... », « *la lutte de classes tend vers des formes plus autonomes qui s'intègrent dans le Mouvement international des conseils ouvriers* ».

Groupes ouvriers autonomes (GOA) versus Groupes autonomes de combat (GAC) ?

SUITE AUX DEBATS soulevés par ce long conflit dans lequel les futurs membres du MIL seront influents, l'EO éclate et les plus radicaux créent les groupes ouvriers autonomes (GOA), vers lesquels afflueront des dizaines de personnes attirées par une « *expérience révolutionnaire autonome et informelle à laquelle ils aspiraient. Les GOA vont rapidement compter sur un solide réseau dans Barcelone et ses banlieues, les usines, les facultés, les associations de base* » nous dit André Cortade (p.27). On comprend dès à présent en quoi ce précieux réseau constitué à la fois sur un accord théorique minimum (rupture avec le parti communiste et refus du léninisme) et surtout sur une expérience pratique doublée de liens affectifs (soit un *commun* désormais partagé) permettront au futur MIL à la fois de s'inscrire pleinement dans la lutte de classe et de disposer d'un vaste réseau de complicités (plusieurs centaines de personnes) dont n'avaient pas pu bénéficier les quelques anarchistes qui ont poursuivi envers et contre tout la lutte pour la révolution après 1939. Mais c'est aussi ce choix d'un vaste réseau qui amènera à d'autres compromis théoriques sous prétexte de nécessités pratiques : avec les nationalistes catalans d'une part, jamais critiqués de front mais dont certains secteurs acceptent la lutte armée, et avec l'antifascisme (3).

Au cours de cette année 1971, les Groupes ouvriers autonomes éditent de nombreux textes, la plupart du temps conseillistes (*Parti et classe ouvrière* de Pannekoek, avril 71, *Les conseils ouvriers en Hongrie*, juillet 71, *Notes pour une analyse de la révolution russe* de Jean Barrot, sept. 71). Les trois équipes, bien qu'unies sous le sigle GOA, continuent leurs activités indépendamment en cas de désaccord. C'est ainsi que sortira en mars 1971 une petite brochure appelant au boycott des élections syndicales, faite par l'ET et l'EE, et qui portera non pas la signature GOA mais, pour la première et unique fois, « 1000 » traversée de trois fusils. En mai, l'EO et l'ET font rupture mais continuent à travailler ensemble au sein des GOA avant de rompre définitivement en septembre, notamment sur la question de la lutte armée et du dépassement des actions uniquement défensives.

L'ET et l'EE, toujours en phase, décident en effet de créer des groupes autonomes de combat (GAC) qui seront coordonnés au sein du Mouvement ibérique de libération (MIL). Selon A. Cortade, « *il s'agit d'abandonner l'idée de devenir un noyau de « quoi que ce soit », puis de rejeter l'ouvriérisme qui transparait encore dans les GOA, enfin, de rompre avec l'activité essentiellement défensive liée aux conflits ouvriers* », il s'agit aussi de « *construire une réflexion plus cohérente* » et de « *sortir réellement de la confusion organisationnelle* ». Il décrit ainsi les trois équipes d'avant la fondation du MIL (pp. 28-29) :

—l'Equipe extérieure (dont Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Terres, Oriol Solé Sugranyes à partir de fin 1969 et Salvador Puig Antich de 1972) a été inspirée et reste influencée par l'activisme anarchiste. Elle tente de renouer avec l'internationalisme et constitue ce qu'il faut bien appeler un bras armé. Basée à Toulouse, où elle se procure des armes auprès de vieux militants de la CNT, elle s'occupe aussi de problèmes d'imprimerie, de finances, de faux papiers, de passages de frontières, et noue des contacts avec les groupes autonomes européens naissants.

—l'Equipe théorique (dont Santiago Soler Amigó et Ignacio Solé Sugranyes, Xavier Garriga Patuvi, Pilar Garcia Llecha, Salvador Puig Antich, Jordi Solé Sugranyes à partir de fin 1970) accepte

aussi l'activisme armé tactique, mais se réclame d'une tendance plus ouverte au dépassement de la vieille opposition Marx-Bakounine et construit sa position en puisant tant dans l'ultra-gauche européenne que dans les thèses situationnistes.

—l'Equipe ouvrière (dont José Antonio Díaz et Manolo Murcia jusque fin 1971), dont la formation théorique s'était faite dans les commissions ouvrières lorsqu'elles étaient encore indépendantes, reste encore un groupe syndicaliste-révolutionnaire. Toutes ses analyses vont en direction des luttes ouvrières catalanes. Elle se réclame aussi des conseils, mais sur des bases néo-léninistes. Quant à l'activisme armé, elle ne l'accepte que très partiellement, avec des réserves.

Si les groupes du MIL ne seront opérationnels qu'à partir d'avril 1972, l'ET sortira auparavant dans le cadre de la création d'une bibliothèque prolétarienne *Le droit à la paresse* de Paul Lafargue, *Les grèves en Pologne* de ICO et *La Révolution allemande* de ICO rien qu'en janvier 1972, puis *La Commune* de Spartacus (4) en février et *Analyse économique de l'Espagne* en avril, coécrit avec l'Equipe extérieure. En juillet, certains quittent les GOA et rejoignent le projet de bibliothèque. Une nouvelle Equipe ouvrière est née, qui participera à toute l'expérience qui va suivre.

Le MIL à l'assaut du ciel

LA PREMIERE EXPROPRIATION de banque revendiquée par le MIL a lieu le 15 septembre 1972. Avant son auto-dissolution en août 1973, il en effectuera une dizaine en un peu moins d'un an, réussissant parfois à arracher de très fortes sommes à l'ennemi. Le hold-up de banque n'était guère très pratiqué à Barcelone et les banques peu protégées. Il se pratiquait d'une manière peu imaginable dans les métropoles d'aujourd'hui gavées de technologies et de dispositifs de sécurité (caméras, alarmes, verrouillages, sas, marquage,...). Les membres du MIL se donnaient rendez-vous à côté des banques à pied ou en solex, braquaient des fourgons aux feux rouges avant de s'enfuir à pied. Lorsqu'ils utilisaient un véhicule, l'un restait au volant, un second se tenait à la porte de l'établissement pour expliquer aux clients entrant la situation et deux/trois autres se faisaient remettre l'argent. Il était toujours expliqué au public et aux employés de banque que l'action était politique, ce à quoi elle était destinée (édition de livres ou financement de caisses d'usines en grève), des tracts étaient distribués pour l'expliquer, le premier d'entre eux ayant salué la mémoire de Sabaté —une grande partie des armes utilisées au début par le MIL dans sa lutte armée provenait d'ailleurs du stock du groupe de Sabaté. Exemple de ces tracts : « *cette expropriation, comme les précédentes, a pour but d'appuyer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et l'Etat capitaliste. C'est pourquoi les révolutionnaires s'approprient pour leur lutte l'argent que les capitalistes ont volé à la classe ouvrière* » (extrait du tract déposé le 28 novembre 1972 à la Banque centrale de Barcelone). Après-coup, le butin était partagé entre les divers groupes représentés dans le commando. « *Les équipes étaient assez renouvelées pour que chacun prenne de l'expérience, pour éviter les routines et les spécialisations. Peu à peu, le MIL intégra dans ses expropriations d'autres éléments de groupes autonomes barcelonais qui étaient en train de se constituer* » précise Cortade (p.43), « *le MIL ne songeait guère à créer une vaste organisation et privilégiait plutôt la création de petits groupes autonomes tissant entre eux les relations les plus souples* » (p.45).

D'un point de vue logistique, les membres des groupes composant le MIL vivaient tous à Barcelone, personne ne connaissait l'adresse de l'autre, chacun utilisait un faux nom, des téléphones relais servaient à fixer des rendez-vous précis dans des cafés (dix minutes de retard tolérées), de nombreux

appartements, dont certains dormants, étaient loués pour stocker propagande, armes, machines ou planquer quelqu'un. Les premières armes ont été empruntées en France à des groupes anarchistes (et quelquefois à l'ETA), puis achetées avec les fonds des premiers braquages, ces dernières ayant ensuite servi à continuer les expropriations pour se fournir en matériel (imprimerie, papier, explosifs), financer des caisses de grève, imprimer, transporter et diffuser des textes révolutionnaires et, pour finir, aider à la création d'autres groupes autonomes qui à leur tour en aideraient d'autres, etc. « *Le MIL est surtout resté très ferme sur l'usage de la violence et ne la réservait qu'aux forces de l'ordre et en cas de nécessité : pas question de faire la moindre victime « civile »... L'idée prévalait que les « politiques » ne sont pas des maniaques de la gâchette et, la plupart du temps, tout se passait bien* » (p. 42). Pour monter une imprimerie dans le sud-ouest de la France, le MIL en dérobe une le 15 août 1972, mais celle-ci est retrouvée le 9 septembre par la police dans une ferme du coin. Le 18 septembre, Jean-Marc Rouillan et Puig Antich sont arrêtés près de Pau, accusés de cette récupération. Remis en liberté, ils ne se présenteront pas au procès. Le lendemain, Jean-Claude Terres et Oriol Solé sont arrêtés à leur tour et resteront en préventive jusqu'au procès du 8 mars 1973, qui les condamnera à six mois pour l'un et un an ferme pour l'autre. Le 13 décembre 1972, une seconde expropriation victorieuse permet aux groupes de disposer de matériel pour enfin lancer de façon autonome le projet de diffusion massive de livres, qui à est notamment à l'origine de leur choix de prendre les armes. Pour se procurer des papiers, un inspecteur administratif est aussi attaqué le 13 mars 1973, permettant de socialiser permis de conduire, passeports, etc.

Le MIL crée les éditions *Mayo 37* et diffuse massivement *Entre la révolution et les tranchées*, recueil de Camilo Berneri en janvier 73, *Qui succèdera au capitalisme ?*, d'Etienne Balasz ce même mois, *Les conseils ouvriers* d'Anton Pannekoek en mars 1973, *Lénine et la révolution* d'Anton Ciliga en mai 73, *Sur l'organisation de classe dans la révolution allemande* par ICO en avril 73 ou *De la misère en milieu étudiant* en juin 73. Le MIL va également participer à la grève qui éclate en mars 1973 dans le chantier de la centrale thermique de San Adrian del Besos près de Barcelone, où 2000 ouvriers vont se mettre en grève, multiplier occupations et affrontements avec la police. Les manifestations sont les plus violentes qu'ait connu l'Espagne depuis 1939, deux ouvriers meurent au cours de l'une d'elles. Le MIL participe à l'élargissement de cette lutte dans les quartiers, prend part aux actions de solidarité et élabore un dossier avec d'autres groupes (*Acción comunista*, des libertaires, des groupes de quartier).

Il publie aussi deux numéros de sa propre revue, distincte des éditions *Mayo 37*, du nom de *Conspiration internationale anarchiste* (CIA), qui comptera deux numéros, en avril puis août 1973. Le premier est plus clairement anarchiste, avec des articles sur le cinquantenaire de la FAI, les résistants anarchistes depuis 1945 ou le procès des Huit de la *Angry Brigade*. Il contient aussi une chronologie des actions des groupes autonomes de combat-MIL. Le second est plus marxiste, axé sur les Brigades rouges, l'IRA, le mouvement ouvrier à Barcelone et contient aussi le texte d'autodissolution du MIL. Selon Cortade, « *cette opposition n'est qu'en partie vraie. Personne au MIL ne se réclamait de l'orthodoxie marxiste ou anarchiste. Il y avait plutôt ceux qu'on pourrait appeler les « immédiatistes » et ceux qui aspiraient à agir à plus long terme. La frontière n'était pas toujours très nette et de plus on trouvait des deux côtés des « anarchistes » et des « marxistes »* » (p.47). Un texte interne d'avril 1973 (*Notes pour une analyse de l'ensemble de notre tendance et ses perspectives*) écrit par l'ET précise aussi : « *quoique nous formions un tout, il faut dire qu'il y a parmi nous deux positions : celles des « immédiatistes », partisans de l'efficacité d'abord, pour qui tout repose sur des questions techniques ; et celle des « théoriciens*

séparés », qui font tout reposer sur des questions de théorie politique. Dans l'EO, c'est la politique comme pragmatisme qui commande ; dans l'ET, la politique est vue essentiellement comme théorie, conscience de classe révolutionnaire ».

Malgré tout, les dissensions demeurent et la dissolution est évitée une première fois lors d'un mini-congrès du MIL-GAC en mars 1973. Oriol Solé sort en juin de prison après la peine purgée pour l'expropriation de l'imprimerie. Il parvient à éviter la rupture entre les tendances et c'est finalement en août que le MIL s'auto-dissout, suite à un congrès clandestin d'une semaine à Toulouse qui réunit tous les groupes. Le texte final est rédigé au pied levé et paraît dans CIA n°2 ce même mois.

On peut y lire que « le MIL est le produit de la lutte de classe de ces dernières années. Son apparition est liée à ces luttes prolétariennes qui ont démystifié le rôle des bureaucraties réformistes et groupusculaires qui voulaient intégrer le mouvement à leur programme de parti. Il se créa en tant que groupe spécifique d'appui aux luttes et aux fractions les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone », que « c'est par l'auto-organisation sur les lieux de travail au moyen des comités d'usine et de quartiers que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière se consolide ; à travers la coordination et la généralisation de la lutte s'affirment la lutte de classes et le point de vue communiste. La pratique du MIL est liée au développement du mouvement communiste et en fait partie », on y trouve aussi une auto-critique des « compromis passés avec des groupes militaires » et des nationalistes (basques et catalans) que le MIL lie à son isolement et, pour finir, la conclusion annoncée : « Parler d'action armée et de préparation à l'insurrection est la même chose : il est maintenant inutile de parler d'organisation politico-militaire ; de telles organisations ne sont que d'autres déchets politiques. Pour toutes ces raisons, le MIL s'auto-dissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social ».

Un court post-scriptum dont on ne comprend pas pourquoi il ne figure pas dans le livre de Cortade et que nous reproduisons ici, précisera cependant certaines des activités à venir pour continuer l'aventure : « le terrorisme et le sabotage sont des armes que tout révolutionnaire peut actuellement utiliser. Le terrorisme par les mots et par l'action. Combattre le capital et ses fidèles gardiens (qu'ils soient de droite ou bien de gauche), tel est l'objectif actuel des Groupes autonomes de combat qui ont rompu avec le vieux mouvement ouvrier et qui s'appuient pour leurs actions sur des critères précis. L'organisation est l'organisation des tâches ; c'est pourquoi les groupes de base se coordonnent en vue de l'action. De ce présumé découle que l'organisation, la politique, le militantisme, le moralisme, les martyrs, les sigles —le nôtre en particulier— appartiennent au vieux monde. Donc chacun de nous prendra personnellement —ainsi qu'il a été dit— ses responsabilités dans la lutte révolutionnaire. Ce ne sont pas des individus qui s'autodissolvent, c'est bien l'organisation politico-militaire MIL qui s'autodissout : en faisant ce pas, nous accédons à l'histoire et abandonnons définitivement la préhistoire de la lutte des classes » (5).

On remarquera en passant que le MIL emploie le mot « terrorisme » dans un sens positif, tel qu'il a longtemps été utilisé dans le mouvement révolutionnaire, avant d'être récupéré par le pouvoir. Son sens courant est alors celui de « semer la terreur » dans la classe bourgeoise, sans qu'il ne signifie l'usage d'un moyen particulier pour ce faire (la parole et la plume, le poignard et le fusil, l'ironie et le blasphème, le vol, l'empoisonnement et l'incendie comme le disait Déjacque en 1851). Actuellement, nul révolutionnaire n'oserait encore —à l'image du MIL de 1973— proposer le terrorisme comme

perspective désirable, vu qu'il est par les grâces de la novlangue dominante devenu synonyme de « terreur indiscriminée pour prendre, conserver ou exercer le pouvoir ». Un terme appliqué qui plus est avec délice aux individus ou groupes qui s'opposent à l'ordre de ce monde alors qu'il correspond pourtant dans sa nouvelle acception si strictement aux pratiques quotidiennes des Etats, de leurs serviteurs et de leurs concurrents.

Les groupes autonomes français...

DE FAIT, L'HISTOIRE des individus réunis au sein du MIL continuera, non plus sous forme de lutte armée (certains préféreraient déjà parler d' « agitation armée » avant sa dissolution), d'organisation politico-militaire ou de sigle permanent identifiant des groupes prétendant appuyer la classe ouvrière, mais en passant à des formes d'autonomie de chaque groupe et de coordinations ponctuelles de ces groupes affinitaires. La première moitié des années 70 espagnoles et françaises comporte en effet cette caractéristique importante par rapport à son homologue italienne (avec ses *Brigate rosse*, *Brigate comunista* ou *Prima Linea*) : les groupes autonomes se multiplient et développent —au-delà de l'autofinancement— des activités basées non pas sur un affrontement direct avec l'Etat et ses serviteurs mais sur un sabotage diffus, parfois lors de campagnes coordonnées, créant des signatures éphémères uniquement destinées à renforcer l'ampleur des attaques effectuées, pratiquant une activité non pas séparée mais comme un prolongement d'autres activités quotidiennes.

Côté français, on peut par exemple citer le cas des coordinations GAI (Groupes autonomes d'intervention) puis GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) de janvier à août 1974, constitués pour s'opposer à l'exécution des membres de l'ex-MIL tombés après l'auto-dissolution d'août 1973 (Oriol Solé et Pons Llobet sont arrêtés suite à un braquage réussi le 15 septembre 1973 —tandis que Jordi Solé Sugranyes parvient à s'enfuir en Belgique—, Puig Antich est arrêté à son tour le 25 septembre 1973). Outre ces trois compagnons qui risquent alors la peine de mort par garrot, d'autres membres de l'ex-MIL sont arrêtés en ce mois de septembre, suite à l'oubli en juin d'une sacoche contenant des documents dans un bar et aux informations obtenues sous torture par les flics. Puig Antich sera garrotté le 2 mars 1974, à 26 ans, doublement condamné à mort pour sa participation à une fusillade avec les forces de l'ordre lors d'une attaque à main armée revendiquée par le MIL et pour avoir mortellement blessé un inspecteur de police lors de son arrestation. Le conseil de guerre du 23 juillet 1974 condamnera quant à lui Oriol Solé, typographe de 26 ans, à 48 ans de prison (il sera abattu le 6 avril 1976 près de la frontière franco-espagnole après s'être évadé de la prison de Ségovie avec des membres de l'ETA) et Pons Llobet (étudiant de 19 ans) à 21 ans de prison.

C'est à partir du jugement de janvier 1974 et de la menace de garrotter Puig Antich que le MIL et la situation de ses anciens partisans commencera à être connue un peu plus largement à l'étranger, suscitant le racket de la gauche et des organisations gauchistes qui se garderont bien de mettre en avant ce qu'était le MIL et sa lutte, jouant la carte bien usée de l'union des démocrates anti-fascistes. Le tract *Vérités sur le MIL* distribué à Paris ce même mois dénonça publiquement ces récupérateurs charognards : « il convient de dénoncer la mystification à laquelle se livrent les gauchistes qui soutiennent, maintenant qu'ils sont condamnés, ceux qui les ont toujours combattus. L'exploitation des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité est une pratique aussi infâme que courante chez ceux qui ne sont plus que l'extrême gauche du capital. Antifascistes, démocrates, staliniens, en combattant le capital et son organisation sociale, c'est vous que le MIL combattait ! ».

En dehors du cirque de la gauche et de ses extrêmes, de nombreuses actions de solidarité avec les emprisonnés de l'ex-MIL se dérouleront dans toute l'Europe : attentat contre Iberia à Genève le 20 octobre 73, attentats contre un commissariat, des monuments aux morts en Espagne, bombe contre le consulat espagnol à Turin le 10 janvier 74 et celui de Zürich le 11, saccage des locaux d'Iberia et affrontements devant le consulat espagnol à Toulouse ces mêmes jours, locaux d'Iberia inondés de goudron à Buenos Aires, voiture du chancelier d'Espagne mitraillée à Toulouse le 28 février 74, nombreuses manifestations violentes en mars de Barcelone à Paris, de Rome à Genève.

Les GAI effectuent la nuit du 22 au 23 mars 1974 une série de sabotages à l'explosif sur les voies de communication (ponts et voies ferrées) allant vers l'Espagne : une bombe explose à Bidart sur la voie ferrée vingt minutes avant que ne passe le train en provenance de Madrid, une autre coupe la voie ferrée entre Perpignan et Cerbère sur la ligne Paris-Barcelone, et une troisième fait sauter le pont de Ruhnac (Ariège) situé au-dessus de la RN10 qui mène en Espagne. Dans les trois cas, des avertissements géants avaient été placés bien avant les lieux détruits. Ils revendiquent notamment protester « *contre les gouvernements libéraux, démocrates ou « socialistes » qui brandissent le symbole de l'Espagne dictatoriale pour prouver qu'ils sont libres et humains, contre les démocrates et gauchistes qui hurlent au crime quand Puig Antich est assassiné et crierait victoire si on lui avait permis de crever à petit feu entre quatre murs et se taisent alors que Pons et Solé risquent la peine de mort, et passent sous silence que onze membres du MIL, dont deux en France, risquent de lourdes peines* » (6).

Les GARI vont quant à eux enlever le 3 mai 1974 à Paris Baltazar Suarez (directeur de la Banco Bilbao) pour obtenir la libération des emprisonnés de l'ex-MIL et empêcher d'autres exécutions, mais aussi commettre diverses actions explosives. Le 15 juillet, une bombe détruit le séminaire d'Andorre et le 16 ce sont treize autobus de pèlerins qui brûlent à Lourdes. Après les attaques contre l'Eglise, c'est une autre icône sacrée —bien que laïque— qui est touchée : le Tour de France cycliste. Le 16 juillet, plusieurs voitures de la caravane qui accompagnent le Tour brûlent à Saint-Lary, ville-étape ce jour-là. Le communiqué des GARI « conseille aux participants espagnols d'abandonner la compétition s'ils ne veulent pas être traités comme des représentants conscients du franquisme », obligeant le champion d'Espagne à se cacher dans le peloton et à quitter son maillot pour ne pas être reconnu. Les jours suivants, les coureurs doivent s'arrêter entre Barèges et le fameux col du Tourmalet, une énorme quantité d'arbres bloquant toute la route. (notamment contre la délégation espagnole du Tour de France). Le 27 juillet, trois bombes explosent contre le consulat espagnol à Toulouse (blessant trois flics et six pompiers malgré le coup de fil passé avant : les pompiers recevront du champagne et les excuses des GARI). Le 28 juillet, c'est le guichet automatique et la Banca de Bilbao qui sautent à Hendaye. Le 29 juillet, deux voitures pleines de dynamite explosent à la frontière franco-espagnole, à Le Perthus et Bourg-Madame (7).

Un texte de février 1975 signé « un groupe ayant participé à la coordination GARI » précise ainsi cette manière de concevoir la lutte en armes par des groupes parfois coordonnés : « *les GARI n'existent plus comme coordination de groupes. Demain, une autre coordination se fera sur d'autres objectifs ou sur les mêmes ; avec d'autres groupes autonomes ou avec les mêmes. D'autres sigles se feront jour, puis disparaîtront. Pour nous, la véritable constante c'est le groupe autonome, constitué de prolétaires réunis sur la base d'une affinité réelle,*

ayant l'habitude de vivre, de lutter, de discuter, de critiquer ensemble ».

Des individus accusés de faire partie des GARI seront emprisonnés tout de suite après la libération du banquier Suarez le 22 mai 1974. Outre ces onze personnes, douze autres seront arrêtées et inculpées pour des attaques ou d'autres activités des GARI jusqu'en décembre 1974 (trois incarcérées, six sous contrôle judiciaire et trois dans la nature). Les trois derniers incarcérés sortiront en mai 1977.

Mais outre les sabotages des GAI et GARI, composés aussi d'ex-MIL ayant réussi à échapper à la répression, on peut aussi citer plusieurs attaques en solidarité avec les emprisonnés du MIL (attribuées bêtement aux GARI bien qu'anonymes par la presse, porte-voix naturel de la flicaille) : le 21 mai 1974, le commando Puig Antich incendie les locaux de l'*Est Républicain*. Le 23 mai, au lendemain de l'arrestation de neuf présumés GARI, une voiture piégée explose devant les locaux d'Iberia à Bruxelles. Une charge identique est désamorcée à Anvers et Liège. Le 25 juillet, la façade de la *Banco Popular Español* est détruite à Nîmes. Le 29 juillet, deux autocars de la compagnie franco-hispano-portugaise *SEAFEP* brûlent à Paris. Le 30 juillet, plusieurs wagons destinés à un train pour Madrid brûlent en gare d'Austerlitz à Paris. Le 31 juillet, plusieurs bateaux à voile et à moteur sont détruits à l'explosif dans le port de La Grande Motte. Le 3 novembre, le GAROT (Groupe d'action révolutionnaire occasionnellement terroriste) coupe la tête et les mains de cire du roi Juan Carlos de Bourbon au musée Grévin à Paris. Le 8 novembre, plusieurs journaux reçoivent des doigts, l'AFP la tête et l'ambassade espagnole une oreille : le communiqué du GAROT réclame la libération de tous les prisonniers politiques espagnols. Le 5 janvier 1975, le groupe *Marins de Cronstadt* place une bombe dans la Musée de la Marine à Paris lors d'une exposition d'art espagnol. Il insiste sur la grève de la faim suivie par les incarcérés des GARI.

Plus généralement, de nombreuses actions sur ce thème ou d'autres sont accomplies, revendiquées par un groupe ou non. Certaines sont le fruit d'une coordination, comme CARLOS (coordination autonome des révoltés en lutte ouverte contre la société), qui revendiquera la nuit bleue antinucléaire du 19 novembre 1977. Au total, ce sont donc des centaines d'actions qui seront commises après 1968 par divers groupes affinitaires, se rejoignant parfois sur des thèmes communs et agissant ponctuellement ensemble. Nous n'irons pas plus loin sur ce point car ce n'est pas l'objet de cette note de lecture et qu'il nous manquerait bien des sources pour ce faire. C'est toute une autre histoire qu'il reste encore à écrire.

...et espagnols

EN ESPAGNE, la volonté du MIL de permettre à d'autres groupes de se former donnera des fruits, malgré les vagues de répression. Cortade nous parle par exemple (p.65-66) de l'arrestation par la police à Barcelone de « *presque tous les membres d'un groupe autonome, anonyme, informel, très lié au MIL, et qui animait le Comité de solidarité aux prisonniers du MIL. Ce groupe sans nom, la police allait lui en inventer un, tout ronflant : l'OLLA (Organisation de lutte armée, en catalan). Ce groupe, plus discret et plus affinitaire, avait souvent travaillé avec le MIL. Autour des procès, il fit effectivement sauter des banques, des commissariats ou des monuments aux morts. (...) Ce groupe faisait des « coups », coups politiques non revendiqués, des expropriations, mais à une cadence plus tranquille que le MIL, et se posait le premier la question des explosifs lors des grèves à la Termica des Besos* ». Entre prison et exil, ce groupe n'existait plus fin 1974. Un *Communiqué des groupes autonomes* à propos de l'arrestation de trois membres de la dite-OLLA dans le train Talgo le 7 avril 1974, précise : « *Indépendamment du fait qu'à*

titre personnel apparaisse un caractère libertaire, ce que les groupes autonomes cherchent à exprimer est la totale autonomie du prolétariat dans la pensée et dans l'action, sans intermédiaire ni appareil bureaucratique». Cortade cite également dans sa chronologie l'arrestation de 22 anarchistes des groupes autonomes de Catalogne le 22 mars 1974.

De fait, d'autres groupes autonomes espagnols continuent la lutte, composés d'anarchistes (dont quelques adhérents à la CNT qui se reconstitue en Espagne à partir de 1975), d'individus ayant rompu peu à peu avant le communisme orthodoxe comme ce fut le cas de ceux de l'ex-MIL ou avec le catalanisme comme ce fut le cas de ceux de l'« OLLA », ou plus simplement issus des luttes qui se développent dans ces années 70 autour des usines (Roca Radiores en 1976), des universités ou dans les quartiers. Ce sont notamment de bruyantes interventions de solidarité autour de l'assassinat de Puig Antich qui ont permis à divers groupes de se retrouver et par la suite de se coordonner, principalement entre les restes de ceux de Barcelone, Madrid et Valence.

Leurs actions allaient de l'appui aux luttes ouvrières autonomes (Roca et Mateu-Mateu en 1977 à Barcelone, grèves du bâtiment en 1976 et du métro en 1977 à Madrid), la solidarité (molotovs et bombes contre des entreprises allemandes après les suicides de la RAF en 1976, contre des banques et tribunaux lors de l'anniversaire de l'assassinat de Puig Antich de 1975 à 77, molotovs contre des banques en réponse au massacre de Vitoria début 1976, contre la Guardia Civil en réponse aux assassinats dans les rues d'Euskadi début 1977), l'appui aux luttes de prisonniers de 1977 à 78 (diverses bombes contre des bâtiments du ministère de la Justice, des tribunaux ou la prison de Barcelone). Dans un communiqué de janvier 1979, les Groupes autonomes présentaient un résumé de leurs activités avec quelque lucidité : « *nos actions ne sont pas les seules oppositions réelles et totales au Pouvoir. Elles sont souvent limitées, ponctuelles et subjectives (ripostes à l'assassinat de camarades dans les prisons, dans les rues ou sur les lieux de travail). Elles sont parfois coordonnées sur certains points d'intervention précis et concrets : le nucléaire, les mouvements de prisonniers, la lutte contre le travail salarié. Nous pouvons, ou non, les revendiquer à notre propre convenance* » et « *Nous, Groupes Autonomes, en tant que fraction armée du prolétariat radicalisé, qui avons rejeté le travail salarié, nous pouvons seulement apporter l'aide initiale pour la création de groupes armés sur les lieux de travail ou en dehors ; groupes qui devront, par la suite, prouver par eux-mêmes leur capacité à assumer leur autonomie. Ceci est la voie unique pour que ne se créent pas des bras armés pour la défense des prolétaires* » (8).

En guise de conclusion

Le Mouvement Ibérique de Libération fut assez singulier pour son époque, car c'est l'une des rares organisations de lutte armée qui s'est autodissoute avant sa répression et après avoir reconnu certaines de ses limites (groupusculisme, isolement, séparation), et ce non pas pour se fondre dans le mouvement des masses en un retour aux sources ou à l'inverse pour fusionner ou s'allier avec d'autres groupes en s'envolant vers des cieux toujours plus avant-gardistes. Selon ses propres mots, le MIL s'est « *autodissout comme organisation politico-militaire* » pour, délaissant tout sigle permanent, en revenir à des « *groupes de base [qui] se coordonnent en vue de l'action* ».

Même s'il n'a pas réussi à développer de cohérence théorique dans ses propres textes avec son mélange d'anarchisme et de divers marxismes ultra-gauche, il présente ainsi pour nous l'intérêt historique de constituer un exemple concret de

passage de la « lutte armée » à la « lutte en armes », renvoyant de facto dès 1973 « à la préhistoire de la lutte des classes » des organisations léninistes qui seront pourtant actives jusque dans les années 80 (9).

Pour nous, le MIL pose une rupture avec le vieux modèle basé sur une organisation permanente qui tend petit à petit à se substituer au prolétariat (même lorsqu'elle ne prétend pas le guider mais simplement l'appuyer comme ce fut le cas du MIL), pour aller vers la constitution de groupes affinitaires autonomes qui peuvent ponctuellement se coordonner et qui agissent à l'intérieur de la conflictualité sociale en utilisant *toutes* les armes de la lutte de classe sans en fétichiser une en particulier. Le MIL a ainsi eu le temps d'expérimenter pratiquement le premier modèle et n'a malheureusement pu qu'initier et théoriser le second, la plupart de ses ex-membres tombant assassinés, incarcérés ou en exil.

Bien entendu, la presse (espagnole et française) n'avait pas intérêt et était de toute façon incapable de comprendre que le MIL n'avait pas d'autre étiquette que ses initiales créées par dérision, et c'est ainsi que cette organisation fut définie « anarchiste », tout comme Puig Antich jusqu'à son assassinat. De la même façon, la police inventa le sigle Groupes Autonomes Libertaires (GAL) en 1978 pour désigner les Groupes Autonomes, lors des premières arrestations de ses membres. En cette fin des années 70, le mouvement autonome du prolétariat semblait alors enfiévrer aussi bien les rues d'Espagne que celles de France ou d'Italie, avant d'être vaincu sous les coups de la répression étatique et celle de la gauche politique et syndicale, pour finir par ne représenter que cette « *nouvelle idéologie à la mode* » déjà dénoncée comme danger possible du fond de la prison de Ségovie. Aujourd'hui comme hier, on pourrait dire qu'il s'agit toujours à la fois de lier le mouvement vers l'autonomie (dans le sens de réappropriation individuelle et d'émancipation collective de toutes hiérarchies) avec la destruction de l'Etat et de la société techno-industrielle dans une conflictualité permanente.

Si l'expérience du MIL nous parle donc encore aujourd'hui, ce n'est certes pas pour son conseilisme qui était en fait la forme organisée rupturiste du prolétariat, mais sous la phase précédente du capitalisme, avant-guerre (les situs ont commis et propagé cette même analyse d'un monde autogérable en prônant tout le pouvoir aux conseils en 1968), ni pour sa brève expérience armée qui a consisté à reproduire des schémas organisationnels qui découlaient aussi d'une vision marxiste du prolétariat et de la lutte de classe (celui-ci étant le sujet à appuyer et à conscientiser, celle-là le moteur de l'histoire auquel il n'aurait alors manqué qu'une dose de plomb) avant de tendre à les dépasser en une vision plus libertaire de la manière d'« *organiser les tâches* » (individus groupés par affinité, petits groupes coordonnés, autonomie et horizontalité de et entre chaque groupe, ni structure ni permanence).

C'est plus profondément parce qu'un groupe d'individus a su allier la théorie et la pratique en parcourant son propre chemin vers l'émancipation, en un temps où avoir 20 ou 25 ans sous Franco à la fin des années 60 signifiait véritablement avoir la rage au cœur et la folie en tête pour non seulement parcourir à partir de si peu plus d'un siècle de théorie marxiste pour y dénicher le sel de l'autonomie mais aussi pour l'y mêler au feu de l'anarchie, avant de se lancer avec ce mélange explosif dans une série d'expropriations destinées à imprimer et diffuser des livres d'un côté, soutenir financièrement les luttes en cours d'un autre. Cela signifiait aussi faire preuve d'une lucidité, qui a manqué à de nombreuses organisations, que de décider d'intensifier la lutte révolutionnaire non pas en se concentrant vers un hypothétique centre ou cœur du capital, mais à l'inverse en se rééclatant en groupes autonomes de combat tendus vers une critique de tous les

aspects de la domination, en rendant tout le pouvoir aux individus associés.

C'est d'abord avec cette rage, cette folie et cette lucidité que l'on pourra, selon les mots que Puig Antich a laissés à sa sœur en décembre 1973 depuis une geôle barcelonaise, « *se projeter dans le futur tout en ressentant le poids du présent* ».

Roger

- (1) Voir Antonio Téllez Solá, *Sabaté : guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, éd. Repères-Silena (Toulouse), 1990, 310 p.
- (2) « *Nous leur donnons ces noms parce qu'on a fini par les appeler ainsi, non par suite d'une structuration constante et préalable en équipes spécialisées ou chargées de fonctions précises* », note du MIL, p.32
- (3) « *Il fallait critiquer le nationalisme et le MIL le fit surtout en parlant des autres, nationalismes basques ou irlandais. En Catalogne, il lui fallait ménager le large secteur catalaniste qui pouvait procurer au MIL armes, appuis, réseau, solidarité. Tactique à double tranchant* » (p.48). « *Il fallait ouvrir l'Espagne à un projet révolutionnaire moderne et, là encore, ce fut contradictoire. Pousser trop loin la critique du strict antifranquisme, c'était prendre aussi le risque de n'être pas compris de tous ceux qui ne visaient qu'un unique objectif : abattre Franco* » (p.49).
- (4) ICO : Information et correspondances ouvrières. Réseau dont sera ensuite issu *Echanges et mouvement*.
- (5) Nosotros..., *Il y a trente ans, Salvador Puig Antich. Fragments du mouvement de l'histoire*, La Remembrance (St-Amand-Montrond), mars 2005, p.30. Ce livre contient des textes identiques à celui de Cortade mais les traductions diffèrent, influençant parfois jusque au fond. Nous avons respecté celles de Cortade, y compris sur l'orthographe des noms. C'est cependant le livre de Nosotros, se basant sur des ouvrages espagnols, qui a mis quelques noms (à l'orthographe aléatoire) derrière les étiquettes ET, EO et EE.
- (6) Collectif éphémère, *Retour sur les années de brasse. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, CRAS (Toulouse), mars 2005, p.12
- (7) Le détail des actions des GAI, GARI et bien d'autres informations sur le MIL se trouvent dans Telesforo Tajuelo, *El MIL, Puig Antich y los GARI*, Ruedo Ibérico, 1977, pp. 101-125
- (8) Coordination des groupes autonomes d'Espagne, *Appels de la prison de Ségovie*, éd. Champ Libre, nov. 1980, pp 35 et 37.
- (9) Il nous semble ainsi clair qu'à part la présence du même Jean-Marc Rouillan, il n'y a pas de continuité entre le MIL-GARI et Action Directe, tant au niveau théorique (voir la question de l'impérialisme comme la clé d'analyse centrale du capitalisme, la lutte armée comme forme privilégiée qui devient finalité plutôt que d'être une des formes d'intervention), organisationnel (voir la question d'un sigle permanent, la création d'une organisation plutôt que la multiplication de groupes affinitaires autonomes) et tactique (voir la question des assassinats ciblés et symboliques par rapport aux sabotages diffus, l'alliance avec des staliniens ou des nationalistes). Que ce puisse être l'intérêt de membres d'AD que de chercher cette légitimité, cela les regarde. Cette thèse est cependant encore largement reprise, comme en témoigne par exemple un mémoire universitaire qui traîne parfois aussi sur des tables de presse militantes et qui en sus de défendre grossièrement cette continuité, étale en moins de dix lignes sur le MIL presque autant de contrevérités à son propos (Sébastien Schifres, *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, Université Paris X-Nanterre, 2004, chapitre 4) ! Par ailleurs, Rouillan évoque son expérience au sein du MIL dans les deux premiers textes du recueil, *Lettre à Jules*, Agone (Marseille), 2004, pp. 7-38 et 39-71.

[Article paru dans *Vidange* n°1, septembre 2005, pp. 42-48]